

Appel de la Coordination Nationale Unitaire
Toulouse, le 7 mai 2006

La lutte menée depuis janvier 2006 a permis de rassembler travailleurs, retraités, chômeurs, précaires, étudiants et lycéens dans un mouvement unitaire qui a fait reculer le Gouvernement une première fois sur l'article 8 de la loi sur l'Egalité des Chances (CPE).

Pourtant les souhaits exprimés par ce mouvement vont, depuis le début, bien au-delà de cette loi. Ils s'inscrivent dans une démarche contre la précarité et montrent de profondes aspirations à révolutionner les systèmes qui nous régissent. Les événements des trois derniers mois ont permis d'établir une base de travail avec les syndicats et les salariés au niveau local et départemental, malgré une entente qui n'a pas toujours été des plus simples ou des plus efficaces selon les régions.

Cependant, la coordination nationale condamne le contenu et les conclusions des pourparlers engagés entre les dirigeants syndicaux et l'Etat UMP, laissant intactes la LEC et le CNE. De plus, seul le mouvement de lutte est légitime pour statuer sur la victoire ou la défaite. Nous exigeons des directions syndicales qu'elles rompent dès maintenant toute négociation avec le MEDEF et le gouvernement.

Fondée sur les larges aspirations émanant des Assemblées Générales locales, la Plate-forme de revendications rassemble, sous une forme structurée, les exigences d'un nombre déjà très important de personnes. Elles concernent à la fois :

- **l'Economie** (retrait du CNE et de tous les contrats précaires, suppression de la réforme UNEDIC et de la loi Fillon 2003 sur les retraites, ...)
- la **Justice** (arrêt du traitement répressif des mouvements sociaux, abrogation de la loi Perben II, retrait de la proposition de loi Raoult, ...)
- la **Culture** (contre la réforme sur les intermittents, gratuité de l'accès aux espaces culturels)
- **l'Environnement** (arrêt du nucléaire en France, interdiction de la culture d'OGM en plein champ)
- **l'Education** (abrogation du LMD, retrait de la loi Fillon, suppression du pacte pour la recherche, rétablissement du statut des Maîtres d'Internat/Surveillants d'Externat (MI/SE), non expulsion des sans-papiers lycéens, , ...)
- le **Social** (Retrait du projet de loi Sarkozy sur l'immigration choisie, abrogation de la loi CESEDA et régularisation de tous les sans-papiers, Pour un retour aux politiques sociales de prévention et des moyens pour les travailleurs sociaux, pour un logement pour tous et le refus de toute expulsion, ...)
- la **Politique** (démission du Gouvernement, réengagement financier de l'Etat dans le Service Public, dédommagement des élus et des ministres sur la base d'un SMIC amélioré et remboursement des frais sur facture, ...)

Notre mouvement subit une répression policière et judiciaire sans précédent, qui à long terme, cherche à empêcher toute révolte de s'exprimer : 5000 arrestations, une centaine de peines de prisons... Face à cette situation, nous exigeons l'amnistie pour l'ensemble des personnes poursuivies dans le cadre de ce mouvement, ainsi que celles poursuivies suite au mouvement lycéen de 2005 et lors de la révolte des quartiers populaires de novembre-décembre derniers.

La Coordination Nationale appelle à signer la pétition exigeant l'amnistie pour l'ensemble des personnes poursuivies dans le cadre de mouvements sociaux.

De plus cette répression s'exerce aussi sur un plan administratif dans les universités et les lycées :

- liste noire des étudiants grévistes.
- filtrage à l'entrée d'un grand nombre d'universités reniant le libre accès aux bâtiments publics.
- exclusion, temporaire ou définitive, de nombreux lycéens de leurs établissements.
- modifications et re-modifications des modalités d'examens, très rarement relayées de manière correcte à tous les étudiants.

Nous dénonçons ces pratiques compromettant parfois la bonne tenue des examens et visant surtout à exclure

du système éducatif et boursier les étudiants qui se mobilisent. Nous soutenons toute action (pétition nationale, recours administratif, occupation des bâtiments administratifs universitaires, boycott et/ou sabotage des examens) contre ces dispositifs inacceptables et illégaux.

Maintenons cette vigilance vis-à-vis du système éducatif, à l'heure où la Commission Université Entreprise vient de s'ouvrir. Nous rappelons que la Coordination exige la prise en charge par l'Etat des frais occasionnés lors de ce mouvement, ceux-ci étant dus à l'obstination du Gouvernement à ignorer les millions de manifestants descendus dans la rue.

Nous appelons au maintien de tous les comités mis en place lors de ce mouvement, et à participer à toute forme de mobilisation s'inscrivant dans le cadre de notre plate-forme de revendications (Loi sur l'immigration choisie, mouvement des intermittents, ...).

Notre lutte a révélé une crise sociale et politique. Il ne s'agit pas d'un accès de fièvre ordinaire, mais d'une manifestation de la crise de tout le système social. La logique capitaliste est mise au ban des accusés. Le capitalisme ne peut donner aucune réforme sociale positive. Bien plus, il est même contraint de démanteler les anciennes conquêtes sociales. Tous les lamentables chefs de la droite et de la gauche gouvernementale mènent avec des nuances de méthode la même politique au service d'un système économique prédateur.

Les médias officiels collaborent au maintien de ce système en pratiquant la désinformation. Ils s'obstinent à passer sous silence nos revendications dans leur ensemble. Pour exemple, en 2004, ils avaient déjà refusé de transmettre l'appel à la commémoration du 60^e anniversaire du Conseil National de la Résistance du 15 mars 1944 qui est seulement transmis par les médias alternatifs.

Pour pallier cette carence d'information, nous proposons la création de journaux locaux, émanations des Comités de mobilisation.

L'initiative menée depuis bientôt quatre mois a allumé des foyers de résistance un peu partout en Europe (Angleterre, Espagne, Allemagne, France, Italie, Belgique et Portugal). L'heure est maintenant venue d'inscrire ce mouvement dans une perspective internationale. Nous appelons tous les citoyens européens (et du monde !!) à se réunir dans une convergence des Luttés en répondant présents et nombreux à une **mobilisation universitaire européenne** et à la **grève le 11 mai** prochain lancées par nos camarades espagnols.

Une journée nationale d'actions est organisée le **17 mai** afin d'alerter la population sur les points relatifs à l'éducation (proposition de loi sur la protection de l'enfance), la prévention de la délinquance et l'immigration.

La prochaine coordination Nationale Unitaire se déroulera à Montpellier les 20 et 21 mai 2006.

Toutes les assemblées étudiantes, lycéennes, ouvrières et populaires sont invitées à y envoyer des délégations.

La lutte continue, RESISTANCE !!.